

Délibération n°2026_03_31_32

Objet : Indemnités pour l'exercice de fonctions des élus locaux

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MARDI 31 MARS 2026

L'an deux mille vingt six, le trente et un mars, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 25 mars 2026, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 24

Nombre de membres représentés : 5

Secrétaire de séance : Patricia NIVASSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario Joseph MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Brigitte RODRIGUEZ - Patricia NIVASSE - Olivier BOUDET - Maryline BENEDETTI - Francine BOYER - Jean-Marc MALEK - Karine BREITHEL - Michel LITTON - Magali OLOMBEL - Benoît DELTOUR - Muriel POUJOL - Eric LOUVET - Sandrine CLAPIER - René DEROSI - Farah GUILLAUMONT - Cyril MARCHAL - Romain CASAS-MATEU - Richard CHAUVET - Liliane FELIX - Sabine COMMUNAY - Mickaël BERGE

Absents représentés :

Fabrice IRANZO pouvoir à Olivier BOUDET - Xavier MIRALT pouvoir à Brigitte RODRIGUEZ - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Patrick PASQUIER pouvoir à Mickaël BERGE - Fanette VIALARD pouvoir à Richard CHAUVET

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

Vu les articles L.2123-20 à L.2123-24-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L.2123-20 du CGCT qui fixe les taux maximum des indemnités de fonction des maires, adjoints et conseillers municipaux ;

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil municipal en date du 21 mars 2026 constatant l'élection du maire et de 8 adjoints ;

Considérant que le bénéfice des indemnités de fonction d'adjoints requiert la détention d'une délégation de fonction octroyée par le Maire, sous la forme d'un arrêté ayant acquis la force exécutoire ;

Considérant qu'il est possible également d'attribuer une indemnité de fonction à un conseiller municipal, en contrepartie de l'exercice d'une délégation de fonction consentie par le Maire, dans ce cas, l'indemnité est comprise dans « l'enveloppe » constituée des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire et aux adjoints en exercice ;

Considérant que l'enveloppe indemnitaire globale affectée aux indemnités de fonction des élus, est calculée en fonction des indemnités maximales pouvant être allouées, en tenant compte uniquement du nombre effectif d'adjoints, en fonction de la strate démographique réelle, et hors majorations ;

Considérant que pour une commune de 9 674 habitants, le taux maximal de l'indemnité du maire en pourcentage de l'indice brut terminal 1027 de l'échelle indiciaire de la fonction publique ne peut dépasser 58,30% ;

Considérant que l'indemnité du Maire est, de droit et sans délibération, fixée au maximum ;

Considérant que pour une commune de 9 674 habitants, le taux maximal de l'indemnité d'un adjoint en pourcentage de l'indice brut terminal 1027 de l'échelle indiciaire de la fonction publique ne peut dépasser 23,32%,

Par conséquent, le montant maximum de l'enveloppe globale est calculé comme suit :
 $2\,396,43\text{€} + (958,57\text{€} \times 8 \text{ adjoints}) = 10\,065,02\text{€}$ bruts mensuels

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des adjoints et des conseillers municipaux titulaires d'une délégation, dans la limite de l'enveloppe budgétaire définie ci-dessus, comme suit :

Mandat	Taux plafond en % de l'indice terminal
Adjoint	16,4 %
Conseiller municipal délégué	3,95 %

- Dire que les indemnités de fonctions sont payées à compter du 1^{er} avril 2026 ;
- Dire que les indemnités de fonctions sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires, et en fonction de la valeur de l'indice terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique ;
- Dire que les crédits sont inscrits au budget de la commune.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à la majorité.

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 6

Richard CHAUVET, Liliane FELIX, Patrick PASQUIER, Sabine COMMUNAY, Mickaël BERGE, Fanette VIALARD

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVESSE



Fait à Pérols, le 1 avril 2026

Le Maire,

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.